

REHABILITATION D'UN BATIMENT EN VUE DU RELOGEMENT D'UNE BRIGADE DE SURVEILLANCE INTERIEURE



PHASE DCE

NOTE COMMUNE APPLICABLE A TOUS LES CORPS D'ETAT

Quartier Ordener – Bâtiment 32
60300 Senlis

SARL LACAGNE & STAFIE Architectes

121, rue de Reuilly - 75012 PARIS - Tél 01.43.07.21.37- lacagne.architectes@noos.fr

LBE Ingénierie BET TCE/OPC

101 bis, Avenue Eugène Delacroix – 91 210 DRAVEIL – Tél : 01 69 48 89 45 – arnaud.lanvin@lbei.fr

LAMALLE Ingénierie BET Structures

9 rue Lucie – 94 310 ORLY – Tél : 01 46 82 41 51 – lamalle-centre@lamalle.com

NOTE COMMUNE APPLICABLE A TOUS LES CORPS D'ETAT

SOMMAIRE

- 1. GENERALITES**
- 2. OBJET DES TRAVAUX ET AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES**
- 3. LISTE DES LOTS**
- 4. CLASSEMENT DU SITE**
- 5. LISTE DES INTERVENANTS**
- 6. ORGANISATION DU CHANTIER**
- 7. REGLES DE CONSTRUCTION**
- 8. CONCEPTION – INTERVENTION**
- 9. DUREE DES TRAVAUX**

1. GENERALITES

1.1 BATI EXISTANT

Le bâtiment n°34 est implanté dans une zone urbaine, dite quartier Ordener, d'occupation historiquement militaire. Ce secteur est entouré par la rue du Faubourg Saint Martin, la rue des Jardiniers, la rue Saint Lazare et la rue des Fours à Chaux.

Cette zone regroupe de nombreuses constructions de grande qualité patrimoniale et diversifiée telles que :

- des bâtiments militaires historiques (manège, anciennes écuries...) organisés autour de la place d'armes ;
- des bâtiments de facture plus contemporaine accueillant essentiellement des logements ou des chambres de jeunes actifs ;
- des bâtiments industriels ayant été réhabilités récemment.

L'établissement est composé d'un seul corps de bâtiment se développant sur 5 demi-niveaux successifs formant 3 étages décalés. Il s'agit de niveaux en quinconce répartis en deux ailes : partie nord et partie sud reliées entre elles uniquement au rez-de-chaussée haut.

En partie nord, le rez-de-chaussée bas est de plain pied avec l'extérieur. Coté partie sud, le sous-sol est semi-enterré.

Le bâtiment dispose de deux accès distincts, l'un directement depuis la rue coté partie nord et l'autre depuis la cour intérieure coté partie sud par un emmarchement extérieur. L'accès au bâtiment directement depuis l'espace public n'est pas particulièrement adapté du point de vue de la sûreté du site et de son utilisation.

Après travaux, l'établissement s'organisera de la manière suivante :

- **Au sous-sol** : les salles de repli, des archives, des locaux de stockages et les locaux techniques ;
- **Au rez-de-chaussée bas** : les locaux procédures, local avocat, les cellules de rétention, des sanitaires et le garage intérieur ;
- **Au rez-de-chaussée haut** : des bureaux, des sanitaires et des vestiaires ;
- **Au 1^{er} étage bas** : le local détente, des sanitaires et un local matériel ;
- **Au 1^{er} étage haut** : non aménagé – hors programme de travaux pour les aménagements intérieurs.

Il s'agit de locaux de bureaux non accessibles au public relevant du code du travail.

Le plancher bas du niveau le plus haut est inférieur à 8 m.

Particularités d'intervention:

Les travaux sont prévus en deux phases de travaux successives avec une première phase de désamiantage, déplombage, démolition non structurelle, puis une deuxième phase de travaux d'aménagement.

Le présent appel d'offres concerne uniquement la deuxième phase de travaux.

Définition des Phases :

Les travaux seront réalisés en 2 phases de travaux :

- 1^{ère} phase : démolition non structurelle, désamiantage et déplombage : travaux en cours ;
- 2^{ème} phase : l'ensemble des travaux d'aménagement avec mise en œuvre d'une nouvelle toiture (**objet du présent appel d'offres**)

2. OBJET DES TRAVAUX ET AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Les fournitures et les travaux décrits au présent C.C.T.P., qui font l'objet d'une décomposition en lots indiquée au chapitre suivant, se rapportant à la réhabilitation du bâtiment 5 rue des Cuirassiers à SENLIS en vue du relogement d'une brigade de surveillance intérieure des Douanes.

Deux autorisations administratives ont été déposées à la Ville de Senlis :

- Un permis de démolir p n° PD 060612 25 T0003 U6001 le 21 mars 2025 ayant reçu un avis favorable de la Préfecture de l'Oise du 24 avril 2025 ;
- Une déclaration préalable n° DP 060612 25 T0042 U6001 le 21 mars 2025 ayant reçu un avis favorable de la Préfecture de l'Oise du 24 avril 2025.

3. LISTE DES LOTS

Marchés d'entreprises

Les marchés seront à prix global et forfaitaire et se référeront au CCAG des marchés publics de travaux. Les prix seront révisables.

La présente opération sera attribuée en allotissement. Chaque entreprise doit consulter l'ensemble du dossier D.C.E.

La liste des lots est la suivante :

- Lot Commun : Note commune applicable à tous les corps d'état
- Lot 01 : Installation de chantier – Démolition - Gros-Œuvre – Charpente – Couverture – Métallerie – ITE – Ravalement – Menuiseries extérieurs – VRD
 - Lot 01.1 : Installation de chantier – Gros œuvre – Charpente - VRD
 - Lot 01.2 : Couverture

- Lot 01.3 : Métallerie
- Lot 01.4 : Menuiseries extérieurs
- Lot 01.5 : Ravalement – Isolation thermique par l'extérieur
- Lot 02 : Plâtrerie – Menuiseries intérieures – Faux plafonds
- Lot 03 : Peinture – Revêtements de Sols – Carrelage - faïences
- Lot 04 : Electricité courant fort – courant faible
- Lot 05 : Chauffage – Ventilation - Plomberie

Le projet est traité en corps d'état séparés. Chaque entreprise doit consulter l'ensemble du dossier D.C.E. et en tenir compte dans son offre.

Liste des plans lots architecturaux :

01 – Plans /façades/coupes géomètre	Etat existant	Echelle 1/200 ^e
02 – Plan du sous-sol	Etat projeté	Echelle 1/100 ^e
03 – Plan du rez-de-chaussée	Etat projeté	Echelle 1/100 ^e
04 – Plan du 1 ^{er} étage	Etat projeté	Echelle 1/100 ^e
05 – Plan de toiture	Etat projeté	Echelle 1/100 ^e
06 – Plan de principe élévations	Etat projeté	Echelle 1/200 ^e
07 – Coupes de principe	Etat projeté	Echelle 1/200 ^e
08 – Carnet de détail / revêtements de sol	Etat projeté	Echelle 1/200 ^e
09 – Carnet de détails / faux plafond	Etat projeté	Echelle 1/200 ^e
10 – Carnet de détails / lisse de protection et vinyl	Etat projeté	Echelle 1/200 ^e
11 – Nomenclature des menuiseries extérieures	Etat projeté	Echelle 1/50 ^e
12 – Carnet de détails (sanitaires, clôtures, chenils, métallerie..)	Etat projeté	Echelle 1/20 ^e
13 – Proposition plan installation de chantier donnée à titre indicatif	Etat projeté	Echelle 1/200 ^e

Liste des plans lot n° 01.1 (Structure) :

CO01 – RDC	Etat projeté	Echelle 1/50e
CO02 – Charpente	Etat projeté	Echelle 1/50e

Liste des plans lot n° 04 (électricité) :

EL 01 – Plans d'électricité	Etat projeté	Echelle 1/100e
-----------------------------	--------------	----------------

Liste des plans lot n°05 (plomberie, chauffage, ventilation) :

CH 01 – Plans de chauffage	Etat projeté	Echelle 1/100e
PL 01 – Plans de plomberie	Etat projeté	Echelle 1/100e
VE 01 – Plans de ventilation	Etat projeté	Echelle 1/100e

4. CLASSEMENT DU SITE

L'établissement actuellement non affecté, n'aura pas vocation à accueillir du public. Sur le plan de la sécurité incendie, les aménagements devront satisfaire **aux dispositions du code du travail**.

5. LISTE DES INTERVENANTS

Maître d'ouvrage

Ministère de l'Economie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique
Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel (SIEP)
Sous-direction de l'immobilier
Bureau immobilier et maîtrise d'ouvrage (BIMO)
10 rue du Centre – 93196 NOISY LE GRAND Cedex

M. Nicolas LEMAIRE
Tél : 01.57.33.82.74
Courriel : nicolas.lemaire@finances.gouv.fr

M. Stephanie BELLATO
Tél : 06.29.89.59.28
Courriel : stephanie.bellato@finances.gouv.fr

Maître d'œuvre

Architecte

LACAGNE et STAFIE Architectes
121, rue de Reuilly
75 012 PARIS
Tél. 01.43.07.21.37
lacagne.architectes@noos.fr

Bureaux d'Etudes

LBE INGENIERIE – BET TCE/OPC
101 bis, Avenue Eugène Delacroix
91 240 DRAVEIL
Tél. 01.69.48.89.45
arnaud.lanvin@lbei.fr

LAMALLE INGENIERIE – BET Structures
9 rue Lucie
94 310 ORLY
Tél. 01.46.82.41.51
lamalle-centre@lamalle.com

Contrôleur technique et SPS

Bureau de contrôle

QUALICONSLT
18 allée de Maître Zaccharius
80 440 GLISY
Tél. 03.22.47.24.70
alexis.croiset@qualiconsult.fr

Coordonnateur sécurité et protection de la santé

COBAT COPREV
Parc Tertiaire du Rotois – Bâtiment B
Route de Oignies
62 710 COURRIERES
Tél. 03.61.19.12.89
jm.baudin@cobat-coprev.fr

6. ORGANISATION DU CHANTIER

a/ - Généralités :

Les accès au chantier, l'organisation générale, l'installation des cantonnements sont définis ci-dessous et devront être conformes aux indications du P.G.C du Coordonnateur S.P.S.

Il est à noter que la parcelle est située dans un périmètre protégé par des potelets escamotables, interdisant l'accès aux véhicules. En début de chantier, il conviendra de prendre contact avec le service technique de la ville de Senlis afin de définir avec eux les modalités d'intervention sur la parcelle.

b/ - Prestations à la charge de l'entreprise :

Les installations de chantier seront situées à l'intérieur de la parcelle, dans chaque zone d'intervention, en fonction du phasage.

L'entreprise du lot 00 a prévu ses propres installations de chantier qui seront évacués à l'issue de ces travaux de dépollution. Il est néanmoins rappelé qu'à l'issue des travaux de dépollution (lot 00 – Démolition non structurelle, Désamiantage, Déplombage), le titulaire du lot 00 maintient une protection suffisante vis-à-vis des intempéries (hors eau à minima) du bâtiment curé.

A l'issue de ces travaux phase 1, l'entreprise du lot 01 prévoira de nouvelles installations de chantier, adapté aux travaux de rénovation de l'ensemble immobilier. La prestation comprendra également tous les déplacements, replis et adaptations des installations de chantier nécessaires pour s'adapter au principe de phasage défini.

Les installations de chantier sont prévues depuis le début de la période de préparation jusqu'aux réceptions des travaux. Elles seront pré-dimensionnées pour 21 salariés environ en période de pointe. Ces installations seront réalisées en liaison avec le coordonnateur SPS et répondront aux préconisations du PGC établi le 10 mars 2025 joint à l'appel d'offre.

c/ - Repli des installations de chantier

En fin de chaque phase de chantier, et sur ordre du Maître d'Œuvre, les installations provisoires seront déposées et enlevées par l'entrepreneur, avec toute remise en état des lieux, ceci dans le cadre de leur marché.

d/ - Circulation et sécurité sur le chantier

L'attention des entrepreneurs est attirée sur le fait que les parcelles autour desquels ils exécutent leurs ouvrages sont occupées et plus particulièrement le site industriel occupé par les manufactures de Senlis jouxtant la parcelle.

Les dépôts de matériels ou de matériaux à l'extérieur des emprises allouées à cet effet sont interdits.

e/ - Réunion de présentation des échantillons

Une réunion de présentation des échantillons destinée à l'Architecte des Bâtiments de France devra être organisée en présence de l'ensemble des entreprises concernées. À cette occasion, chaque lot devra préparer un panneau de présentation spécifique afin de faciliter la revue et la validation des échantillons lors de la réunion.

7. REGLES DE CONSTRUCTION

REGLEMENTATION ET LEGISLATION

Dans l'étude et l'exécution de son marché, l'Entrepreneur devra tenir compte des stipulations des lois, décrets, arrêtés, ordonnances, circulaires, applicables aux travaux relatifs au présent appel d'offres, en vigueur à la date de signature du marché, telles que:

- Textes de Lois
- Textes administratifs sur la Prévention des accidents sur les chantiers du bâtiment

NOTA :

Les documents d'ordre général indiqués ne sont pas joints matériellement aux documents d'appel d'offres, ne seront pas joints aux marchés futurs et ne seront donc pas signés par les parties contractantes. Celles-ci cependant reconnaissent en avoir parfaite connaissance.

Ainsi pour l'exécution de l'ensemble des travaux et installation, l'entrepreneur sera soumis, sauf stipulations contraires du présent C.C.T.P., aux Normes, Règles et Prescriptions des documents suivants, en vigueur à la date de remise de l'offre, et en particulier :

- Les Cahiers des Charges D.T.U., Fascicules de C.P.C. et de C.C.T.G. et Règles de Calcul diverses composant le CAHIER des CLAUSES TECHNIQUES GENERALES applicables aux Marchés Publics de Travaux, à la date de conclusion du Marché, en l'occurrence ceux concernés par le Décret n° 88.534 du 4 Mai 1988 et la Circulaire du 17 Juin 1988,
 - Les Clauses Administratives Spéciales (C.C.S. - D.T.U.) des Marchés Publics de Travaux de bâtiment telles qu'elles sont définies par la Circulaire du 12 Décembre 1983 et son Annexe 1,
 - Les règles de construction,
 - Les Circulaires, Décrets de recommandations ministérielles publiées au Journal Officiel complétant ces règles de construction,
 - Les Normes Françaises A.F.N.O.R. homologuées ou enregistrées et le cas échéant les Normes de caractère similaire adoptées à l'échelon de la COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE,
 - **Le code du Travail**
 - Les Avis Techniques du C.S.T.B. et des organismes de contrôle technique de la construction,
 - Les Procès-verbaux d'essais de laboratoire agréés comme ceux de la Préfecture de Police, du L.N.E., C.I.T.C.M., etc...,
 - Les Agréments de l'Association Française des Assureurs Construction (A.F.A.C.),
 - Les Cahiers des Charges de pose ou de mise en œuvre et recommandations diverses éditées par les Fabricants ou les Associations Techniques Professionnelles,
- ... Cette énumération n'est pas exhaustive.

L'entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance de ces documents qui ne lui seront pas fournis mais qui constituent avec les pièces fournies par les Concepteurs les documents contractuels du Marché.

CONNAISSANCE DES LIEUX

Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc ;
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations ;
- avoir pris une parfaite connaissance des existants et plus particulièrement de tous les éléments ayant trait directement ou indirectement aux travaux de leur lot.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution, la sécurité et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

Pour la visite du site, se référer au règlement de consultation.

NOTA : L'attention des entrepreneurs est attirée sur le fait que les parcelles autour desquels ils exécutent leurs ouvrages sont occupées et plus particulièrement le bâtiment de logements et le site industriel occupé par les manufactures de Senlis jouxtant la parcelle.

CONNAISSANCE DES DOCUMENTS ET SERVICES DIVERS

L'entrepreneur est réputé avoir, préalablement à la remise de son offre :

- pris connaissance du C.C.A.P. (Cahier des Clauses Administratives Particulières).
- contrôlé toutes les indications des documents, les plans et dessins, recueilli tous renseignements complémentaires jugés utiles auprès du Maître d'œuvre.

L'entrepreneur établira avant toute intervention sur le chantier le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, conformément aux textes en vigueur et particulièrement :

- La Loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993
- Décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994
- Le Plan Général de Coordination établi par le Coordonnateur de la phase conception et qui sera joint dans les documents du marché de travaux

L'entrepreneur se référera à tous les règlements en vigueur concernant la Sécurité et Santé, il prévoira dans ses prix toutes les incidences réglementaires en particulier celles imposés dans le PGC.

Il devra assurer toutes les démarches nécessaires et prendre en compte les demandes du Coordonnateur et aux organismes accrédités. Préalablement à tous travaux, il devra avoir effectué les démarches administratives nécessaires auprès des autorités compétentes, comme DICT, demande d'autorisation de grues, de moyen de levages.....

MARCHE FORFAITAIRE

Le présent C.C.T.P a pour objet la définition des travaux de corps d'état nécessaire à la réalisation des ouvrages.

En raison du caractère forfaitaire du marché, il est précisé que les propositions souscrites pour chaque corps d'état tiendront compte de tous les travaux nécessaires tels qu'ils sont prévus aux diverses pièces du dossier, et assurer le complet achèvement des ouvrages et la parfaite finition dans l'esprit du CCTP.

MARCHE DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit apporter dans ses travaux, la plus grande diligence, suivre leur échelonnement et leur exécution, dans le délai prescrit au calendrier contractuel d'exécution par phases de travaux.

Il est tenu :

- d'une part, de maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise, sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant.
- d'autre part, d'avoir toujours tous matériel, approvisionnement outillage, engins et moyens de toutes sortes suffisants de manière à assurer la marche régulière des démolitions et leur achèvement dans le délai prescrit.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le maître de l'ouvrage peut, sur proposition du maître d'œuvre, mettre en demeure l'entrepreneur :

- d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier.
- d'augmenter le nombre ou la puissance des matériels employés.

CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Les entreprises de travaux décriront l'organisation du stockage des déchets sur le chantier et définiront notamment les aires de stockage nécessaires à l'accueil des contenants dédiés aux différents types de déchets de manière à trier les déchets à la source, mais aussi en fonction des cahiers des charges des filières de valorisation. L'ensemble de l'organisation sera soumis à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre et du Coordinateur Sécurité Protection Santé.

Les entreprises devront prendre en compte dans leur offre les modalités de collecte et de traitement de ses déchets (ex : équipement de protection, plastiques, autres) ainsi que des déchets issus du chantier (ex : gravats, ferrailles, amiante, autres). De plus, à chaque évacuation des déchets de chantier dans une filière d'élimination agréée, l'entreprise devra transmettre à la commune un

justificatif d'élimination : Bordereau Suivi Déchet (BSD) ou ticket de pesée avec les mentions de la filière (type de déchets, nom, adresse, poids net, etc.).

8. CONCEPTION - INTERVENTION

PLANS ET ETUDES COMPLEMENTAIRES D'EXECUTION/FABRICATION

La mission confiée aux concepteurs est une mission de base avec les études d'exécution.

Les études, quantitatifs, calculs et plans de fabrication nécessaires à l'exécution des ouvrages, devront être établis par un ingénieur qualifié indépendant ou faisant partie des Cadres de l'Entreprise après son agrément par les concepteurs. Ces plans calculs et études seront à la charge de l'entrepreneur qui en gardera l'entière responsabilité conjointement avec leur auteur.

D'une façon générale, tous les plans techniques ou de fabrication que l'entrepreneur pourrait être appelé à établir, seront soumis à l'approbation des concepteurs et du Bureau de Contrôle avant tout début d'exécution.

ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS REMIS PAR LES CONCEPTEURS

Chaque entrepreneur vérifiera les côtes des plans et sera tenu de signaler en temps utile aux concepteurs et au Maître de l'Ouvrage, toute erreur ou omission qu'il pourrait y relever et risquant d'avoir des conséquences sur les travaux de son propre lot ou sur celui des autres corps d'état.

De même, s'il relève des erreurs, omissions ou anomalies dans les pièces écrites et graphiques (Devis Descriptifs en particulier) qui lui seront remises au moment de la consultation des entreprises, il lui est fait obligation d'en aviser les Concepteurs et le Maître de l'Ouvrage avant l'envoi de son offre. Passé ce délai, plus aucune réclamation ne sera recevable.

Les plans détails sont prioritaires par rapport aux plans généraux (grande échelle par rapport à petite échelle).

Il est bien précisé, que la clause de priorité prévue au cahier des clauses administratives générales, entre les plans et le C.C.T.P., n'a pas pour but d'annuler la confection d'un ouvrage quelconque, figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre.

En conséquence, les soumissionnaires devront :

- se rendre sur place
- étudier et établir les détails nécessaires
- combler, s'ils s'en trouvent, toutes les lacunes qui pourraient apparaître au cours de leur étude et de les signaler au Maître d'œuvre.

En cours d'exécution, aucune côte ne sera prise à l'échelle sur les plans et l'entrepreneur aura à sa charge de s'assurer sur place avant toute fabrication et mise en œuvre, de la possibilité de respecter les cotes et indications diverses mentionnées sur les plans.

L'entrepreneur ne prendra jamais l'initiative de modifier quoi que ce soit au projet, mais il devra signaler au Maître de l'Ouvrage, toutes les améliorations qu'il estimerait utile d'y apporter.

Avant toute exécution, il complètera son information auprès des concepteurs ou du Maître de l'Ouvrage sur tout ce qui lui semblerait incomplet ou douteux.

ECHAFAUDAGES - MONTAGES - STOCKAGES

Chaque entrepreneur doit tous les échafaudages nécessaires à l'exécution des travaux, objet de ses prestations, pour leur location, pose, dépose et double transport.

Chaque entrepreneur fait son affaire personnelle de toutes les manutentions de ses matériaux et fournitures.

Chaque entrepreneur assure, à ses frais et sous sa responsabilité, du stockage de ses matériaux et fournitures avant leur mise en service.

PROTECTION DES OUVRAGES

Les entreprises sont responsables de leurs ouvrages jusqu'à leur réception par le Maître de l'ouvrage:

- Elles devront prendre toutes dispositions pour que ceux-ci ne soient pas détériorés compte tenu en particulier des aléas de chantier. Elles procéderont à leur vérification et à un nettoyage régulier du chantier.
- Devront être particulièrement protégés les revêtements de sol, le mobilier, notamment dans les zones utilisées pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement et la sortie des gravois.
- Un nettoyage de fin de chantier est à prévoir par l'entrepreneur.

SALISSURES DU DOMAINE EXTERIEUR

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, parc de stationnement, etc..., extérieurs au bâtiment, implanté sur le domaine public, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté, y compris à l'intérieur du site et les espaces verts attenants au bâtiment.

En cas de non respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences

ESSAIS ET VERIFICATIONS

Afin de prévenir les aléas techniques pouvant découler d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer au minimum avant réception les essais et vérifications figurant sur la liste de contrôle approuvée par les compagnies d'assurances (liste COPREC) dans la mesure où ces essais et vérifications se rapportent aux installations concernées. Les résultats de ces essais et vérifications seront consignés dans des Procès-verbaux qui seront adressés en double exemplaire, pour examen, au Bureau de Contrôle. Ce dernier adressera au Maître de l'Ouvrage, avant la réception des travaux, un rapport explicitant ses avis portant sur les Procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

N.B. :

La liste complète des essais COPREC à effectuer par les entreprises, a fait l'objet d'une publication dans un supplément spécial n° 79.22 bis du MONITEUR DU BATIMENT & DES TRAVAUX PUBLICS, le 28.05.1979 (pages 153 à 175). L'entrepreneur s'y reportera donc en cas de besoins.

DISPOSTIONS D'HYGIENE ET DE SECURITE

Hygiène et sécurité

Les dispositions réglementaires sont celles des articles L 235 et R 238 du Code du travail modifiés par la Loi du 31.12.93, le Décret du 26.12.94 et leurs textes d'application.

Les dispositions techniques sont celles du Décret du 8.1.65, des textes d'application et des mises à jour applicables à la date de réalisation des travaux.

Coordonnateur

Un Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé est désigné par le maître de l'ouvrage qui lui attribue d'une autorité prépondérante dans ses fonctions et intervient dans les différents domaines définis par l'article R 238.18, dont principalement :

- Plan général de coordination (PGC)
- Coordination technique des travaux en matière de sécurité et de protection de la santé
- Surveillance de la bonne application des mesures de prévention
- Contrôle des autorisations d'accès sur le chantier
- Dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO)

Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

Toutes les entreprises établiront des PPSPS et les mettront à jour en fonction des observations du Coordonnateur.

Des interdictions et des barrières ou palissades efficaces seront mises en place autour des installations et des échafaudages. Les espaces extérieurs affectés au chantier seront clôturés et fermés chaque soir en quittant le chantier.

Chaque entrepreneur mettra en place les moyens communs nécessaires à la sécurité collective et s'assurera du respect des consignes de sécurité par les autres intervenants.

9. DUREE DES TRAVAUX

a/ - Phasage :

Les travaux seront réalisés en 2 phases de travaux :

- 1^{ère} phase : démolition non structurelle, désamiantage et déplombage : travaux en cours ;
- 2^{ème} phase : l'ensemble des travaux d'aménagement avec mise en œuvre d'une nouvelle toiture (**objet du présent appel d'offres**).

b / - Délai et réception :

Planning prévisionnel : voir planning joint.